DOCTRINE

Dossier: En relisant Jean Larquier

Philippe Conte, David Dechenaud, François Fourment. Stéphanie Fournier, Jacques Francillon, Patrick Maistre du Chambon, Xavier Pin. Cédric Ribeyre et Anne-Gaëlle Robert

RSC

Revue de science criminelle et de droit pénal comparé

CHRONIQUES

- 73
- De l'application de la loi pénale dans l'espace numérique
- Pascal Beauvais
- 97

Enquêtes de la DGCCRF: limites du secret professionnel et inexistence d'un legal privilege en droit français

- Coralie Ambroise-Castérot
- 133

La recodification de la procédure pénale : la face cachée du droit constant

- Étienne Vergès
- 145

Les quartiers spécifiques de l'article L. 224-1 du code pénitentiaire. Cheminement au sein des sources du droit pénitentiaire

Francis Habouzit

191

Hulsman chez les civilistes. Quand l'analyse civile d'un dispositif pénal (la collaboration pénale en Belgique) ne témoigne que d'extravagances dépassables

Thibaut Slingeneyer

Lefebyre Dallo



DALOZ

RSC

SOMMAIRE

Revue de science criminelle et de droit pěnal comparé

DOCTRINE

Dossier. En relisant Jean Larguier	p. 1	
Introduction		
Par Philippe Conte, Stéphanie Fournier et Patrick Maistre du Chambonp. 3		
L'action des victimes parties civiles exercée au pénal : l'action publique menacée		
Par Philippe Conte		
« Mort et transfiguration du droit pénal », une critique de la raison personnaliste Par François Fourment		
Regards de Jean Larguier sur la liberté d'expression et ses limites Par Jacques Francillonp. 19		
Jean Larguier et la formule « Feci, sed jure feci » Par Cédric Ribeyrep. 29		
L'élément injuste de l'infraction En relisant les éléments constitutifs de l'infraction tels que décrits dans le Mémento de droit pénal général du professeur Larguier Par David Dechenaudp. 39		
Et si on appliquait la théorie des ensembles de Jean Larguier aussi à la question des concours de qualifications ? Par Xavier Pinp. 49		
De l'astrologue au sorcier : le droit pénal face au paranormal Par Anne-Gaëlle Robert		
HRONIQUES		
Chronique de jurisprudence	Chronique législative	
Droit pénal général	Procédure pénale	
Par Pascal Beauvaisp. 73	Par Étienne Vergěsp. 133	
Infractions contre les personnes	Chronique de l'exécution	
Par Yves Mayaudp. 83	des peines	
Infractions au droit de la consommation Par Coralie Ambroise-Castérotp. 97 Infractions relevant du droit	Les quartiers spécifiques de l'article L. 224-1 du code pénitentiaire. Cheminement au sein des sources du droit pénitentiaire	
de l'information et de la communication Par Emmanuel Dreyerp. 105	Par Francis Habouzitp. 145	
Procédure pénale	Chronique internationale	
Par Pierre-Jérôme Delage,	Droits de l'homme - CEDH	
Nicolas Jeanne et Raphaële Parizot	Par Jean-Pierre Marguénaud et Damien Roets	

Droit de l'Union européenne	INFORMATIONS
Par Laurence Idot	Actualités du droit pénal en Espagne Par Amane Gogorzap. 233
Par Mathieu Jacquelinp. 181	Actualités du droit pénal en Roumanie Par Alexandru Florin Măgureanu,
Chronique de criminologie	Maria-Luiza Hrestic et François-Xavier Roux-Demarep. 243
Hulsman chez les civilistes Quand l'analyse civile d'un dispositif pénal (la collaboration pénale en Belgique)	BIBLIOGRAPHIE BIBLIOGRAPHIE
ne témoigne que d'extravagances dépassables	Notes bibliographiquesp. 253
Par Thibaut Slingeneyerp. 191	Publications à caractère scientifique
Chronique de police	en langues française et étrangères. Périodiques reçus de juillet 2023
Par Olivier Cahn n. 213	à décembre 2023

Note à l'attention des auteurs

Toute la correspondance relative à la rédaction de la Revue doit être adressée à : Secrétariat de la Revue de science criminelle et de droit comparé E-mail : rscdpc.secretariat@gmail.com

0u

Université Paris Nanterre UFR Droit et science politique Centre de droit pénal et de criminologie (Revue de science criminelle) 200 avenue de la République 92001 Nanterre

Les opinions émises dans la Revue n'engagent que les auteurs



Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le code de la propriété intellectuelle du 1" juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif

sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).

Éditions Lefebvre-Dalloz Tour Lefebvre Dalloz - 10 place des Vosges -CS 90358 - 92072 Paris La Défense Cedex

Le code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle.